

# Stade national : le gâchis

L'UEFA renonce à organiser des matchs de l'Euro 2020 à Bruxelles, constatant le retard pris dans le projet du stade national. Les politiques se rejettent la responsabilité de cet échec.

L'annonce est tombée ce jeudi après-midi. Le Comité exécutif de l'UEFA a décidé « à l'unanimité » de retirer à Bruxelles les quatre matchs de l'Euro 2020 programmés dans la capitale européenne, devant l'incapacité des organisateurs belges à garantir que le stade en projet serait livré à temps. L'enceinte londonienne de Wembley, où se dérouleront les deux demi-finales et la finale, accueillera trois rencontres supplémentaires tandis que le match d'ouverture de la compétition se déroulera au Stade olympique de Rome.

L'échec pour les responsables bruxellois, mais aussi pour toute la classe politique belge, est patent. Il n'a guère fallu attendre après l'annonce des instances footballistiques européennes pour que

chacun dénonce la responsabilité des autres dans ce fiasco.

L'opposition bruxelloise fustige les chevilles ouvrières du projet, l'échevin Alain Courtois (MR) et le ministre régional Guy Vanhengel. Les responsables de la Ville de Bruxelles accusent le fédéral de ne pas avoir soutenu un projet national. Ils montrent aussi du doigt la Flandre, et particulièrement la N-VA qui aurait voulu torpiller l'idée même d'un grand stade bruxellois. La suédoise se dégage de toute responsabilité en

soulignant l'amateurisme des porteurs du projet. Bref, le gâchis est acté par tous, la responsabilité assumée par aucun.

De son côté, Ghelamco, le groupe de

construction choisi pour ériger le stade

national, affirme que le projet verra bien le jour, malgré la décision de l'UEFA. Une volonté relayée par la Ville de Bruxelles, qui confirme « son intention de disposer d'un stade national moderne au cœur de la capitale de l'Europe ».

L'ambition de disposer à Bruxelles d'un stade d'envergure nationale est largement partagée. Mais certains rappellent qu'il existe des options au choix du parking C. Choisir un emplacement dans le territoire de la Région bruxelloise (sur l'ancien site de l'Otan, par exemple) éviterait de voir le projet lié au bon vouloir de la Flandre. Et l'idée de rénover le stade Roi Baudoin, une idée dont le coût n'a pas été étudié en profondeur, est à nouveau évoquée. ■

## L'échec bruxellois dans une Belgique éclatée

Mai 2013. Le gouvernement bruxellois se met au vert à Ostende et annonce son intention de construire un stade sur le parking C pour accueillir l'Euro 2020.

Avril 2014. Le fédéral, les Régions et la Ville de Bruxelles soutiennent la candidature de Bruxelles comme ville-hôte.

Mai 2015. La Région bruxelloise, la Ville, le RSCA (club résidentiel potentiel) et le promoteur immobilier Ghelamco annoncent qu'un accord financier a été trouvé entre toutes les parties.

Décembre 2017. La décision de l'UEFA de préférer Rome et Londres à Bruxelles retentit

comme un échec cuisant pour les responsables bruxellois, voire pour l'ensemble de la classe politique. A qui attribuer un tel désastre ? A qui la faute ? Sans surprise, s'il y a un consensus sur la gifle que cela représente pour l'image de la Belgique sur la scène internationale, tous les niveaux de pouvoir se rejettent la balle quand il s'agit de s'interroger sur les causes de cet échec... A la Région bruxelloise, où le choix initial a été posé, les langues ne se sont pas beaucoup déliées jeudi soir. Le ministre-bruxellois Rudi Vervoort (PS) s'est borné à regretter « l'incapacité du pays à unir ses forces autour d'un pro-

jet ».

### Bruxelles accuse le fédéral et la Flandre

Quant à Guy Vanhengel, ministre VLD, il est tout bonnement resté aux abonnés absents, alors qu'il a beaucoup œuvré en coulisses pour faire avancer le dossier. En duo avec l'échevin de la Ville de Bruxelles Alain Courtois (MR). Ce dernier a résumé : « Déception et amertume. Après 30 ans, on en est toujours au même point. Renovation par le public : NIET. Nouveau stade en partenariat avec le privé : NIET. Belgique, où est donc passée ton ambition ? »

Les deux hommes sont directement mis en cause par l'opposition bruxelloise. « Ce projet n'a pas encore été réalisé, tout simplement parce qu'il est mauvais, a décrypté Arnaud Pinxteren, député Ecolo. Les responsables, Guy Vanhengel et Alain Courtois en tête, doivent dès aujourd'hui assumer cet échec et travailler à une meilleure alternative. »

Ce n'est pas le seul reproche fait au clan libéral. Fabian Maingain (Défi) se dit « mal à l'aise » vis-à-vis des « règlements de compte internes au MR » qui se sont déroulés cette semaine (Charles Michel qui a évoqué, en bureau de parti,

un projet « cochonné » ; Didier Reynders qui s'est positionné, sur la RTBF, en faveur d'une rénovation du stade Roi Baudouin.

Hors micro, les promoteurs du projet dénoncent l'attitude de la N-VA, qui n'a selon eux pas cessé de mettre des bâtons dans les roues du stade national.

La faute aux Flamands, donc ? Pas uniquement. Philippe Close, bourgmestre de Bruxelles (PS), juge, comme Alain Courtois, que le fédéral aurait dû prendre ses responsabilités dans ce dossier (lire ci-contre). « *Je ne comprends pas pourquoi on n'a pas réuni tout le monde. A un moment, c'est le rôle du fédéral.* »

### Le fédéral accuse Bruxelles et les « pieds nickelés »

Balle au Seize ? Pas si vite. Charles Michel ne s'en laisse pas conter. Interpellé par Olivier Maingain jeudi après-midi à la Chambre, le Premier ministre a calibré en substance : la Ville de Bruxelles et la Région ont pris seules l'initiative dans ce dossier et ont pris le parti d'avancer sans l'accord des entités concernées, à

commencer par la Flandre, sur le territoire de laquelle devait s'ériger le présumé grand stade. Entendez : dans ces conditions, la fin était écrite. Charles Michel ponctue : « *Dès le départ, il y avait un vice dans ce dossier.* »

Au fait, un « vice », c'est peu dire. Au sein du gouvernement fédéral, ça y va *off the record*. On voit un « vaudeville », et on désigne les... « *pieds nickelés* » : Vervoort, Vanhengel, Courtois, rouges et bleus bruxellois dans le même sac, celui de l'« *amateurisme* ». Le gouvernement fédéral n'a aucune responsabilité, argue-t-on : « *En trois ans, la Région bruxelloise n'a jamais mis le sujet à l'agenda du comité de concertation, jamais !, et les appels de ces derniers jours, émanant d'Alain Courtois, n'ont aucun sens, le dossier était pourri, on était au bout du processus. C'est de l'amateurisme.* »

Pour autant, au sein de la majorité fédérale, la N-VA, pas forcément belge, n'a-t-elle pas plombé à elle seule le projet de stade national ? Les intéressés

s'en défendent (et brocardent au passage les protagonistes bruxel-

lois : « *Ils se sont pris pour Messi et Ronaldo !* »). Parmi les partenaires dans la majorité suédoise, on recadre à leur avantage : « *Soyons justes, qui donc, en Flandre, a la main très directement dans ce dossier ? Non seulement la N-VA ne figure pas dans la majorité à Grimbergen, la commune qui n'a pas donné son feu vert, mais c'est Joke Schauwliege, CD&V, qui est en charge de l'Aménagement du territoire au nord du pays, et Tom Dehaene qui opère à la province, CD&V lui aussi... Bref, c'est facile de montrer du doigt la N-VA, c'est comme évident, mais les faits sont les faits, et il n'y a qu'une réalité dans tout cela, celle d'un dossier mal géré dès le départ à la Ville et à la Région bruxelloise.* »

On y revient : l'« *amateurisme* », les « *pieds nickelés* »...

En attendant, intervenant jeudi sur Radio 1, Alexander De Croo, vice-Premier VLD, a plaidé, lui, pour une sorte de refédéralisation d'une série de compétences à l'avenir : « *Ceci n'est pas*

*un dossier bruxellois ou flamand, mais au minimum d'ampleur nationale, voire européenne. S'il apparaîtrait que dans des dossiers comme le stade national, les nuisances aériennes de l'aéroport de Bruxelles ou les normes d'émission GSM, on bascule d'un problème à un autre, alors il faut voir s'il ne vaudrait pas mieux gérer tout cela au niveau national.* »

Avec cette décision inattendue de l'UEFA (beaucoup espéraient un report de la décision jusqu'au positionnement du gouvernement flamand sur le permis d'environnement), l'avenir du projet est plus que jamais remis en question. Les opposants au projet (et ils sont nombreux) donnent de la voix pour réclamer un vrai débat démocratique sur le stade. Sans la deadline de l'Euro 2020, ce dernier pourrait durer longtemps. Philippe Close : « *Ce qu'on avait de fort, c'est qu'avec l'Euro 2020, on avait un lièvre. En Belgique, sans lièvre on n'avance pas. On a toujours besoin d'être un peu cravachés.* » ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT  
DAVID COPPI

## À LA VILLE DE BRUXELLES

Philippe Close, bourgmestre de Bruxelles (PS), réagit : « *Il y aura un stade. Le problème c'est : quand ? Jour et nuit, week-end, vacances, on m'appelle et je viens à la réunion pour trouver une solution.* » Le socialiste juge que Charles Michel et Didier Reynders ont été « *injustes* » avec Alain Courtois (tous deux ont critiqué son « *amateurisme* » dans ce dossier) : « *On peut toujours refaire l'histoire, mais Alain ne mérite pas d'être cloué au pilori comme cela. Il n'était pas pour le parking C à la base. Dire qu'il n'a jamais essayé d'avoir des réunions avec le fédéral est faux. C'est complètement injuste de dire cela.* » Le maire défend la gestion réalisée par sa majorité PS-MR et pointe la responsabilité de la Flandre, où la N-VA « *avait les clés en main* » : « *On nous a reproché de l'avoir mis en Flandre. C'est à 50 mètres de Bruxelles. On ne négocie pas avec le Groenland. On négocie avec quelqu'un dont la capitale est, normalement, Bruxelles...* » Pour lui, le fédéral aurait dû prendre ses responsabilités : « *Verhofstadt, Letermé ou Di Rupo... Tous les Premiers ont, à un moment, réuni les acteurs...* »

A.-C.B. ET D. CI

Rudi Vervoort (PS)

### « Impossible sans volonté politique »

En mai 2013, le ministre-président bruxellois (PS) annonçait fièrement la construction du stade. Aujourd'hui, il rejette l'échec sur d'autres. « *Un tel projet ne peut clairement pas aboutir sans volonté politique de la part de l'ensemble des parties concernées. Bruxelles doit se demander s'il est encore nécessaire d'entreprendre des actions qui peuvent bénéficier à l'ensemble de la Belgique.* »

Johan Van den Driessche (N-VA)

### « Les Bruxellois paient le prix fort »

Le chef de groupe N-VA au Parlement bruxellois, Johan Van den Driessche, n'épargne guère les porteurs du projet. « *Ils se prenaient pour Messi et Ronaldo... Avec leur approche, notre pays et les Bruxellois paient le prix fort. C'est une combinaison de jeux politiques, de manque de transparence, d'une attitude hautaine et du caractère mégalomane du projet.* »

Alain Courtois (MR)

### « La Ville prend acte »

Ardent défenseur du stade, Alain Courtois (MR) s'est montré particulièrement laconique. « *La Ville prend acte de cette décision. Elle confirme néanmoins son intention de disposer d'un stade national moderne au cœur de la capitale de l'Europe. À cette fin, elle se dit prête à prendre part à toute initiative venant des différentes autorités compétentes.* »

# les options Construire ou rénover

Après l'annonce de l'UEFA de retirer Bruxelles de la liste des villes hôtes pour un match de l'Euro 2020, quatre questions se posent.

## 1 Y aura-t-il un stade sur le parking C ?

C'est LA question qui est sur toutes les lèvres. Sans l'Euro, est-ce que Ghelamco construira encore un stade sur le parking C ? Dans les rangs bruxellois, deux sons de cloche résonnent. Il y a d'abord celui de ceux qui ont toujours porté le projet. Pour le gouvernement bruxellois, et en particulier Guy Vanhengel (VLD), ainsi que pour l'échevin des Sports de la Ville de Bruxelles, Alain Courtois (MR), la réponse est oui même si des nuances commencent à apparaître. « La Ville de Bruxelles prend acte de cette décision. Elle confirme néanmoins son intention de disposer d'un stade national moderne au cœur de la capitale de l'Europe. À cette fin, elle se dit prête à prendre part à toute initiative venant des différentes autorités compétentes », annonce dans un communiqué Alain Courtois.

La Ville a conclu un bail emphytéotique avec Ghelamco. Dans celui-ci, il est prévu que le promoteur bénéficie du terrain à condition d'y construire un stade. Il peut ensuite y ériger d'autres infrastructures comme un parking de dissuasion et des bureaux mais un équipement sportif doit bien sortir de terre. Cependant, ce bail était aussi conditionné à l'organisation de l'Euro 2020 et à la présence d'un club résident, à savoir le RSCA. La première condition n'est plus remplie. La seconde est toujours en suspens. « Nous devons poser la question de la validité

d'un tel accord », réagit le conseiller communal de l'opposition et député bruxellois, Fabian Maingain (Défi). Ghelamco n'aurait pu obtenir des indemnités qu'en cas de faute grave de la part de la Ville, ce qui n'est vraisemblablement pas le cas.

Evidemment, pour Ghelamco, pas question de renoncer au projet. « Cette situation découle de retards administratifs inutiles. Les grands travaux d'infrastructure doivent être organisés de manière à ce qu'ils soient réalisables, sans que les différents niveaux de pouvoir s'affrontent constamment et se mettent des bâtons dans les roues », a souligné le promoteur. En tant que constructeur, nous avons fait une promesse aux supporters du football belge, à l'équipe nationale, à la ville de Bruxelles et à tout le pays : celle de construire un temple du football dans la capitale européenne. Nous sommes des hommes de parole et nous ferons donc tout pour tenir nos engagements. » Comme la Ville de Bruxelles et la Région, Ghelamco a investi beaucoup d'argent pour concevoir son projet. Les pertes seraient très voire trop importantes.

En même temps, dans les rangs de l'opposition, on souhaite remettre la balle au centre et repenser ce projet qui était mal engagé dès le départ. Une autre localisation pourrait alors être envisagée ainsi que la rénovation du stade Roi Baudouin.

## 2 Peut-on construire un stade ailleurs ?

Techniquement oui. D'aucuns le souhaitent. D'autres pistes avaient été mises de côté car non réalisables dans le délai imparti pour accueillir l'Euro. L'ancien siège de l'Otan à Evere est l'em-

placement le plus souvent cité. Si cette option devrait voir le jour, il faudrait recommencer l'appel d'offres et rien ne dit que Ghelamco obtiendrait le marché. Par contre, cela mettrait hors jeu la Flandre car Bruxelles ne ferait pas deux fois la même erreur.

## 3 Est-il possible de rénover le stade Roi Baudouin ?

La piste n'a pas été étudiée de manière approfondie. Une première étude de faisabilité parlait d'un coût de 300 millions. Une seconde estimait la rénovation à 120 millions. Dans ce cas-là, le fédéral devrait prendre ses responsabilités et ouvrir son portefeuille. « Il faut penser à un financement et à une faisabilité technique », commente le député écologiste Arnaud Pinxteren. Bruxelles a besoin d'une infrastructure sportive d'ampleur internationale pour le foot mais aussi pour l'athlétisme. Cette rénovation est notre piste privilégiée. »

## 4 Quel avenir pour le stade d'Anderlecht ?

Voici quinze jours, la commune présentait ses idées pour la transformation de Vanden Stock en logements, bureaux, école et infrastructures sportives en cas de départ du Sporting. « Rien ne change pour nous », affirme le bourgmestre d'Anderlecht, Eric Tomas (PS). Nous pouvons toujours agrandir le stade pour obtenir 30.000 places si le RSCA le souhaite mais nous n'avons plus aucun contact avec eux depuis deux ans et demi. Et nous sommes certains qu'aucune décision ne sera prise avant le changement d'actionnariat. » ■

VANESSA LHULLIER

## le n°1 fédéral « Malgré elle, l'Union belge a perdu beaucoup de son crédit »

L'UEFA a tranché : Bruxelles n'accueillera pas l'Euro 2020. Wembley, déjà site de la finale et des demies, remplacera le stade national, pour un total de 7 rencontres en définitive. Son président, le Slovène Ceferin, l'a annoncé hier en milieu d'après-midi à la sortie du Comité exécutif. Lasse des « retards répétés », l'association par les voix unanimes de son Comité a rejeté le délai de deux mois demandé par l'Union belge et de retirer de facto les 4 matches idéalement destinés à l'Eurostadium.

A la Fédération justement, la surprise – pour ce refus – rivalise avec la déception. Une « désillusion » pour reprendre le terme de Gérard Linard, le président de la Fédération belge de football. Pour autant, le projet n'est pas forcément abandonné... Et, désormais, le temps presse moins, mais la grande occasion est passée. « Nous sommes devant une situation totalement aberrante : notre sélection n'a jamais été aussi forte, mais nous ne pourrions pas héber-

ger l'Euro 2020 faute d'un stade aux normes du football moderne. »

### Ceferin, dur avec Bruxelles

Le dirigeant a, avec une grande amertume, constaté que « dans ce pays, il était très difficile d'organiser un grand événement à l'échelle nationale ». Dans ce dossier, l'Union belge ne pouvait décemment aller au-delà de son rôle d'intermédiaire entre les promoteurs et l'UEFA. Pour autant, c'est elle qui ressort de cette saga avec l'image la plus écornée. « On a perdu beaucoup de crédit auprès de l'UEFA et de la Fifa », s'est encore lamenté Gérard Linard. Déjà qu'avec le retrait de Michel D'Hooghe, la Belgique avait perdu une influence certaine à Nyon. Là, elle est effectivement reléguée encore un cran plus bas. Aleksandar Ceferin n'a d'ailleurs pas mâché ses mots en enterrant la candidature belge, déposée à Nyon il y a quasiment 5 ans.

« Bruxelles a eu le temps pour nous fournir des documents et des

garanties que nous n'avons jamais reçues. On n'est même pas certains que Bruxelles puisse ériger un stade ! » Désormais, Bruxelles a encore plus de temps pour construire « un stade de 40-45.000 places (NDLR : en plus de 62.000 comme dans le projet défunt). J'espère que les décideurs politiques ont compris le caractère indispensable de cette infrastructure. Sa réalisation adoucira, un tant soit peu, notre désillusion », a conclu Gérard Linard.

Au-delà de cet espoir, toujours lié à la décision de la Région flamande pour l'octroi du permis unique, attendu pour la fin du mois prochain, on jouera à Budapest, à Bakou, à Dublin, à Copenhague, à Glasgow, à Bilbao ou encore à Bucarest. Bref aux quatre coins de l'Europe. Pas en son cœur géographique et historique ! Platini lui-même, géniteur de ce championnat continental itinérant, avait placé Bruxelles en n°1 sur sa carte idéale. Avec lui, peut-être que la Belgique l'aurait eu ce rabiot de deux mois. Mais même

sans lui, l'Union belge affiche son étonnement de ne pas en avoir bénéficié. « L'UEFA est souveraine et on n'y peut plus rien », expliquait Stefan Van Loock, porte-parole de la fédération. On y a pourtant cru jusqu'au bout. D'autant que Ghelamco, le promoteur immobilier, a de son côté garanti qu'en 18 mois, le chantier aurait été bouclé. Le plus indigeste dans cette décision, c'est que c'est une infrastructure déjà existante qui nous remplacera. Et, franchement, huit semaines de plus ou de moins n'auraient rien changé pour l'organisation de l'Euro. » Les experts cités par Ceferin étaient d'un avis tout autre. « Il y a un risque que le stade ne soit pas terminé dans les temps. A partir de là, il aurait été très problématique de se replier sur un plan alternatif. »

Plus terre à terre, si on ose dire, l'Union belge a rendez-vous courant de la semaine prochaine avec la Ville de Bruxelles pour la location du Roi Baudouin, dont le bail court jusqu'en juin 2018. ■

ROCCO MINELLI